

Reporterre

le quotidien de l'écologie

Aux municipales, les citoyens se lancent à l'assaut des mairies

8 janvier 2020 / [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)



Des listes dites « participatives » bourgeonnent dans toute la France. Un « contre-pouvoir citoyen » pour les élections municipales de 2020 ? « Un raz-de-marée se prépare », affirme un convaincu. Et si cette vivacité démocratique touche toute la France, les campagnes seraient pionnières.

Margot m'avait prévenue par téléphone : « *Nous viendrons à plusieurs pour avoir plusieurs voix.* » C'est donc sans chef ni programme politique que les trois porte-parole ont déboulé ce soir-là dans un petit café du centre-ville de Montpellier. Margot Bouvier, Nathalie Oziol et Alenka Doulain sont membres de **Nous sommes**, un collectif qui porte une liste participative en lice pour les élections municipales dans la capitale languedocienne. Entre une réunion, une manifestation et une tournée de porte-à-porte, elles sont venues dérouler le fil de leur dynamique citoyenne.

« *À l'été 2018, nous étions un petit groupe de militants écolos, sociaux, de l'éducation populaire, commence Margot Bouvier, et nous nous sommes rendus compte que les alternatives et les espaces où l'on s'engageaient étaient insuffisants.* » Un sentiment d'impuissance qui aboutit, au fil des discussions, à une question : comment peser plus fortement sur la vie locale ? « *On a passé beaucoup de temps à débattre et à enquêter avec les habitants, sur leurs besoins, leurs problématiques, poursuit Alenka Doulain. Dans les quartiers populaires, beaucoup de gens se sentaient trahis par les élus locaux, résignés, ou pris dans des systèmes clientélistes. On s'est rendu compte qu'aucun des partis n'était à la hauteur, tous dans l'entre-soi et la gestion des egos. Donc on a décidé de faire une liste.* » Mais pas question de reproduire les méthodes traditionnelles : « *Nous voulons faire avec et pour les habitants* », résume Margot Bouvier.

« Un raz-de-marée de listes participatives se prépare »

À l'instar de **Nous sommes**, les listes participatives fleurissent en France. En 2014, Tristan Rechid a participé à la **campagne électorale à Saillans**, dans la Drôme, qui a permis la prise de la mairie par une liste citoyenne. « *Cette expérience nous a appris que ça fonctionnait, que les habitants pouvaient très bien gérer une municipalité en partageant le pouvoir, sans provoquer de cataclysme majeur, analyse-t-il. On a pris le contre-pied de ce qui se fait aujourd'hui, une forme de déresponsabilisation des citoyens, le "chacun s'occupe de ses affaires", et on a réaffirmé que le politique, c'est l'habitant, ce n'est pas l'élu.* » Fort de ce constat, il a pris son bâton de pèlerin pour accompagner des groupes - plus de 200 selon son décompte - souhaitant se lancer dans l'aventure communale. « *Un raz-de-marée se prépare, estime-t-il, peut-être n'aura-t-il pas lieu en 2020, mais il est sans doute irréversible.* » Le site du collectif **Action commune** recense ainsi 157 listes participatives, « *un tiers dans des villages de moins de 2.000 habitants, un tiers dans des communes de 2.000 à 100.000, et un tiers dans des villes de plus de 100.000 habitants* », précise Thomas Simon, coordinateur du groupe, qui s'est donné pour mission d'« *accompagner celles et ceux qui veulent faire de la participation citoyenne* ».



« En 2014, il n’y avait pas eu Nuit debout, ni les Gilets jaunes, rappelle-t-il. Il n’y avait pas non plus de réseau structuré d’acteurs travaillant sur la démocratie et l’intelligence collective ». Pour Zoé Lavocat, qui suit les politiques territoriales au Réseau action climat, cette « explosion des dynamiques citoyennes » est aussi due à l’accentuation de l’urgence climatique, car « c’est au niveau local qu’on se rend compte des impacts du changement climatique, parce qu’on les voit sur son territoire, avec les inondations ou les sécheresses, dit-elle. C’est aussi à l’échelle locale qu’on peut porter des solutions concrètes. » Les collectivités sont en effet responsables de 50 % des émissions de gaz à effet de serre [1] — et ont donc un rôle indéniable, via les politiques de transport et d’urbanisme qu’elles instaurent. D’où une « démultiplication des projets locaux pour faire connaître les alternatives locales - Amap, Repair cafés - mais aussi des groupes s’opposant à des projets climaticides près de chez eux. » De là à créer une liste pour peser localement, il n’y a qu’un pas, que beaucoup ont franchi.

Élisabeth Dau est membre de CommonsPolis, un groupe de réflexion franco-espagnol dédié aux questions de transition et municipalisme. Selon elle, si « les Gilets jaunes ont ouvert un espace historique, faisant de cette réappropriation citoyenne du politique un enjeu central », cette « vague » vient de plus loin. « Nous sortons d’une décennie de crises internationales, qui ont rappelé l’exigence démocratique et mis le doigt sur l’éloignement de plus en plus grand des citoyens vis-à-vis des pouvoirs », explique-t-elle. Les zapatistes au Chiapas mexicain, les activistes d’Occupy aux États-Unis et ailleurs, les Indignados en Espagne... « L’impératif démocratique est devenu populaire, impulsant une repolitisation des habitants », observe-t-

elle.

La démocratie participative a le vent en poupe, la liste citoyenne est devenue tendance... pour le meilleur et pour le pire. La République en marche conseille par exemple à ses candidats « dans une commune (où) La République en Marche sous-performe, (...) de *faire campagne sur une étiquette de rassemblement / société civile.* » « Le "citizen washing" est excessivement fort, constate Élisabeth Dau. On retrouve les mots "commun" et "citoyen" partout dans la campagne, comme un label pour redorer un blason tâché. Il faut y regarder à deux fois. » Comme elle, de nombreux acteurs de la démocratie directe préfèrent parler de « *listes participatives* », « *qui n'attendent pas d'être au pouvoir pour mettre en place un processus démocratique, et qui font campagne autrement* ».

Pas de programme prédéfini, pas de soutien d'un parti politique, pas de cumul des mandats

Car « *le fait de se présenter comme liste citoyenne ne suffit pas à construire de la radicalité démocratique* », avertit Tristan Rechid. Avec la *Belle démocratie*, il a ainsi constitué une « *boussole* » permettant d'indiquer la direction à prendre pour une « *démocratie authentique* » : pas de programme ni de candidats prédéfinis, pas de soutien d'un parti politique, pas de cumul des mandats. De même, « *une liste qui n'a pas réfléchi à comment mettre de la démocratie avant son élection n'a aucune chance de le faire après, parce que la prise de pouvoir est une période tumultueuse, et la question de la démocratie n'aura pas sa place ensuite, note-t-il. Il faut aussi vivre en interne des processus démocratiques, car cela doit d'abord s'expérimenter dans le collectif.* » Tout ceci vise à « *remplacer le pouvoir d'un homme par le pouvoir des règles du jeu, qui transforment l'utopie en chemin* ».



Un chemin ardu et exigeant, mais qui, de fait, séduit nombre de collectifs. À Montpellier, Nous sommes a ouvert une plateforme en ligne où chacun pouvait candidater ou proposer une personne. Puis les 136 « *nominés* » ont passé des entretiens poussés, où étaient interrogée leur expérience du collectif, leurs valeurs, leur rapport au rôle d'élu et leur vision des enjeux de la ville. 65 personnes ont finalement été choisies par un comité de volontaires. Côté programme, porte-à-porte et assemblées populaires dans différents secteurs ont permis d'esquisser une série de mesures, dont « *le bannissement de la publicité* » ou une « *mutuelle communale* » pour celles et ceux qui n'ont pas de complémentaire santé. Le tout en étant « *au maximum transparent* » car il s'agit de « *ne pas cacher le pouvoir, de dire qui a le pouvoir, de le saucissonner et de le faire tourner* », dit Alenka Doulain, qui a été choisie comme tête de liste.

Un processus similaire s'est déroulé à Toulouse, autour de l'[Archipel citoyen](#). En parallèle de la plate-forme en ligne où plébisciter des candidats, un système de tirage au sort a permis de désigner 8 des 70 colistiers. Parmi eux, Agathe Voiron, infirmière, a reçu un courrier en mai dernier lui proposant de rejoindre la liste : « *J'ai d'abord hésité, par manque de temps, mais leur processus était riche et inédit, se souvient-elle. Je ne pouvais pas leur dire "c'est génial ce que vous faites mais je vous laisse faire", alors je me suis lancée.* » Outre le programme co-construit avec des habitants, le mouvement a réfléchi à sa gouvernance de la municipalité : « *On pense à des assemblées citoyennes décisionnaires, à des référendums délibératifs, à des maisons de la citoyenneté où on pourrait faire de la formation civique, et aussi au contrôle des élus*, dit Maxime Le Texier, l'un des huit porte-parole du groupe. *On voudrait plus de*

transversalité entre les élus, et plus impliquer les agents publics, dans une forme de coopération municipale. »



Hors des agglomérations, les campagnes ne sont pas en reste, loin de là. Elles seraient même pionnières, d'après Élisabeth Dau : *« Les communes rurales n'ont pas attendu pour mettre l'habitant plus au centre, observe-t-elle. Dans les villages de 200 ou 500 habitants, il faut faire vivre la mairie, sauver le café du coin, animer le territoire. En France, il y a une vivacité démocratique silencieuse de ces nombreux petits villages. »* Ainsi à Saint-Gobain, petit village de 2.300 habitants dans l'Aisne, des habitants avaient créé une assemblée villageoise pour *« améliorer la vie locale »*. Confrontés aux réticences de l'équipe municipale, certains ont décidé de constituer une liste, sans autre promesse que celle de *« fonctionner différemment si on est élus »*, dit Gaël Violas, l'un des membres du collectif. *« Nous voulons des élus à l'écoute des projets des habitants, qui vont les accompagner plutôt que de faire à leur place, détaille-t-il. On veut créer du dialogue, avec des commissions participatives ouvertes aux habitants, des référendums si besoin. »* Les candidats sont en cours de désignation, à travers du volontariat et du plébiscite, *« car ce n'est pas facile de trouver 19 personnes prêtes à s'engager »*, précise-t-il. Une élection sans candidats s'est tenue début janvier pour choisir deux têtes de liste : *« Les colistiers se sont réunis, chacun s'est exprimé librement sur les qualités qu'il estimait nécessaire pour être maire, décrit-il. Puis chacun a dit à haute voix quelle personne il choisissait et pourquoi. Il y a ensuite eu un tour de report de voix, car à la lumière des arguments, on pouvait vouloir choisir quelqu'un d'autre »*. A l'issue du processus, Gaël Violas a

été élu pour mener le collectif. Points communs entre toutes ces listes : elles allient militants chevronnés et néophytes, s'inscrivent dans une radicalité démocratique... et veulent gagner.

Le municipalisme « réintroduit la démocratie directe avec des valeurs communales, sociales, féministes et solidaires »

Ces initiatives rappellent celles développées en Espagne, dans les « *villes rebelles* », ou dans d'autres coins du monde où a été expérimenté le municipalisme. Dans sa préface au *Guide du municipalisme* [2], Élisabeth Dau le définit comme « *un mouvement de démocratie radicale qui commence au niveau municipal, qui place les citoyens au centre des décisions publiques et du bien commun. Il réintroduit la démocratie directe avec des valeurs communales, sociales, féministes et solidaires. (...) La démocratie radicale propose de récupérer notre souveraineté avec une démocratie plus directe.* » Et cela, via des assemblées populaires, méthodologies de dialogue et d'outils, prise de décisions de bas en haut... Au téléphone avec Reporterre, elle complète : « *L'éthique politique est centrale, il s'agit de gouverner en obéissant aux habitants, car on est un élu qui ne décide pas tout seul. Cela implique un changement de posture des leaders, non plus charismatiques mais coopératifs, avec l'idée de mandat révocable et impératif, puisqu'il faut respecter les engagements que l'on prend.* »



Mais ce « *réenchantement démocratique* », comme le nomme Élisabeth Dau, se heurte à de nombreux obstacles. « *La culture politique française est personnifiée et verticale, constate*

Maxime Le Texier à Toulouse. *Le maire reste une figure très forte, on est obligé de mettre quelqu'un en avant.* » Idem pour le programme : « *Il faut qu'on ait des mesures à proposer face aux listes concurrentes* », dit Margot Bouvier à Montpellier. « *Les marqueurs de la démocratie radicale ne sont pas facteurs de réussite dans une campagne électorale, reconnaît **Tristan Rechid**. Partir sans candidat ni programme comme on l'a fait à Saillans, c'est souvent se tirer une balle dans le pied.* » Pour gagner, il faut donc parfois faire quelques compromis...

Le plus délicat des dilemmes concerne certainement la place donnée aux partis. La tête de liste de l'Archipel citoyen, Antoine Maurice, est ainsi encarté à Europe Écologie-Les Verts (EELV) et élu à la mairie depuis 2008. Un choix **longuement et âprement débattu** par l'ensemble des colistiers, que Maxime Le Texier justifie ainsi : « *Si on veut réinventer la politique, on ne peut pas considérer qu'il y a des sous-citoyens membres de partis. Il y a dans l'Archipel citoyen des gens d'associations, qui pour certains restent des lobbys, et des membres de syndicats. Tout le monde est bienvenu du moment qu'il partage et respecte nos valeurs et nos méthodes.* » À cela s'ajoute une « *raison pragmatique* » : « *EELV est une force politique importante localement et on veut remporter la mairie, pas faire une candidature de témoignage, insiste-t-il. On a accueilli EELV en leur donnant une place particulière, et cela a enclenché la venue d'autres partis comme la France insoumise, le Parti pirate, une grosse frange du PS...* » Autrement dit, mieux vaut avoir les partis proches de ses valeurs avec soi que contre soi.

À Montpellier, Nous sommes a fait le choix d'« *accueillir les adhérents des partis, mais pas les partis* ». Si de nombreux insoumis se sont investis dans la campagne, si le parti soutient la liste, aucune prérogative n'a été octroyée à la France insoumise. « *On préfère se mettre au service des mouvements citoyens, car l'essentiel, c'est de réintéresser les gens à la politique* », dit Nathalie Oziol, encartée à LFI et colistière. Une stratégie qui n'est pas partagée par tous les acteurs politiques : Nous sommes se trouve ainsi face à une liste EELV.

Joint par Reporterre, le porte-parole des Verts, **Alain Coulombel** tente d'explicitier la stratégie du parti : « *On voit au cas par cas, on n'a pas un positionnement définitif. Dans les grandes villes de plus de 100.000 habitants, on a cherché à présenter des listes pour prolonger les bons résultats des élections européennes. À chaque fois, on a voulu bâtir des listes écologistes avec une ouverture à la société civile. Après, ça dépend aussi des contextes locaux, il peut y avoir des questions de personnes qui ne s'entendent pas, des facteurs historiques qui font que ça marche ou pas.* » Pour lui, les partis ont encore un rôle essentiel à jouer dans la vie municipale : « *Ils ont l'habitude de préparer une élection, ils ont un projet structuré qui fait le lien entre le local et le national et ils ont l'expérience de la gestion d'un territoire.* » Même son de cloche du côté de **Martine Billard**, de la France insoumise : « *Les listes citoyennes peuvent avoir la tentation de faire du localisme total, alors que les politiques locales dépendent de moins en moins des équipes municipales, de plus en plus des intercommunalités, des métropoles et des lois prises au niveau national* », souligne-t-elle.

« Être élu c'est une chose mais il existe mille autres manières de faire de la démocratie locale »

À Saillans ou à Grenoble, les dynamiques participatives ont ainsi souvent buté sur un cadre normatif qui ne favorise pas la démocratie directe. « *Les évolutions institutionnelles qui ont transféré ressources et compétences aux intercommunalités, ont recréé des zones de pouvoir vidées démocratiquement* », décrypte Élisabeth Dau, qui pousse à la création d'un réseau de municipalités participatives pour faire évoluer les lois.

La route vers la conquête du pouvoir par les citoyens paraît encore longue, et il reste pour l'heure difficile de prévoir les communes qui pourraient basculer vers le municipalisme. Le média *Basta !* a listé dix villes où des listes citoyennes affichent leurs ambitions, alliant bien souvent partis et société civile, comme à Grenoble, Marseille, Poitiers ou Amiens. « *Dans les petites villes et villages, il y a moins de listes, donc plus de chances*, estime Thomas Simon, du collectif *Action commune*. *Et même si ces listes ne gagnent pas, elles ont fait un énorme boulot d'éducation populaire, en parlant d'écologie et de démocratie. Tout ceci participe à la constitution d'un contre-pouvoir citoyen.* »



En parallèle des listes se développent ainsi de multiples initiatives de lobbying citoyen, notamment autour du *Pacte pour la transition* : « *Être élu c'est une chose mais il existe mille autres manières de faire de la démocratie locale, en interpellant des candidats, en construisant des propositions avec eux, puis en contrôlant leurs décisions après leur élection* », rappelle

Aliette Lacroix, du Collectif pour une transition citoyenne.

La démocratie directe infuse donc, auprès d'élus, de collectifs... et jusque dans les partis. « *Cela nous influence*, admet Alain Coulombel. *On est bousculé par ces dynamiques citoyennes : la sociocratie, le consentement plutôt que le consensus, la circulation de la parole... Ce sont des choses qui nous inspirent dans notre démarche de refondation, ça nous éclaire sur la manière dont on doit évoluer en interne.* »

[1] « *On estime que 70 % des actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) seront réalisées à une échelle locale* », peut-on lire dans ce [rapport](#) de l'Association Bilan Carbone. « *De manière directe, les collectivités sont responsables de 15 % des émissions de GES issues de leurs décisions concernant leur patrimoine (bâtiment, éclairage public, flotte de véhicules) et de leurs compétences (logement, transports, gestion des déchets, etc.). Si l'on intègre les effets indirects de leurs orientations, les collectivités sont alors responsables de 50 % des émissions de GES. À l'échelle du territoire, les émissions indirectes peuvent représenter jusqu'à 75 % du poids total des émissions de GES.* »

[2] Publié en français aux [Éditions Charles Léopold Mayer](#), en 2019. 24 euros.

Lire aussi : [À Saillans, les habitants réinventent la démocratie](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos : © David Richard / Transit pour le collectif Nous sommes (Montpellier) sauf :
. Carte. [La Belle démocratie](#)
. Tristan, à Saillans. © Lucas Mascarello/Reporterre

Dessin : © [Étienne Gendrin](#)/Reporterre

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Aux-municipales-les-citoyens-se-lancent-a-l-assaut-des-mairies>